



# PLUS D'UN MILLION HIER, DEMAIN ON CONTINUE !

Membre de l'Union  
syndicale  
**Solidaires**

**Plus d'un million de travailleuses, travailleurs, étudiant.es, retraité.es sont**

**descendus dans la rue ce 19 janvier pour s'opposer à la réforme des retraites. Dans tous les secteurs cette réforme aura un impact, dans la santé, le social, le médico-social, l'éducation, le commerce, le transport, l'agriculture...**

**LA FÉDÉRATION SUD SANTÉ SOCIAUX** restera dans la rue pour faire plier ce gouvernement qui nous assomme avec sa matraque du 49/3 pour faire passer les pilules et ses réformes ! Où est la démocratie Macron quand 94% des salarié.es et 60% de la population sont contre !

À qui profite cette réforme ? Certainement pas aux travailleuses et travailleurs qui se lèvent à l'aube depuis des années pensant pouvoir atteindre la retraite pour enfin pouvoir souffler.

Toutes ces femmes et ces hommes qui travaillent dans le sanitaire, le social et le médico-social, en temps partiels pour certain-es, avec des horaires coupés pour d'autres, à domicile avec une organisation de travail imposée et des heures éparpillées sur une journée. Elles/Ils se retrouvent à 50 ans, déjà usé-es physiquement, et continuent à s'occuper de personnes âgées. Et tout cela pour finir leur carrière avec à peine 1200€ ?!

Pour **LA FÉDÉRATION SUD SANTÉ SOCIAUX**, seuls les patrons, actionnaires et possédant-es vont profiter de cette réforme des retraites ! Accumuler les milliards, sauter d'un Jet privé à un autre, exploiter et mépriser les ouvriers, les forcer à se tourner vers des assurances privées ...

**LA FÉDÉRATION SUD SANTÉ SOCIAUX** appelle toute la population, les collègues de tous les secteurs d'activité à multiplier les actions, les assemblées générales, les rassemblements, pour la défense de nos retraites et celles de nos enfants !

La lutte pour l'obtention ou la conservation de nouveaux droits n'est pas de la responsabilité de son collègue ou de son voisin. **Elle est de la responsabilité de toutes et tous** à chaque instant et encore plus aujourd'hui !

**Battons-nous pour nos droits, battons-nous et restons dignes,  
battons-nous les un-es pour les autres et pour les générations futures, car personne ne le fera à notre place.**

## **LA FÉDÉRATION SUD SANTÉ SOCIAUX REVENDIQUE :**

- La retraite à 60 ans sur la base de 37,5 années de cotisations et le départ anticipé de 5 ans sur cet âge légal des professions qui rencontrent pénibilité et usure professionnelle.
- La réduction du temps de travail à 32h sans perte de salaire ni flexibilité avec une politique déterminée de création d'emplois dans les services publics (santé, social, médico-social, éducation, écologie, culture...).
- De l'emploi pour toutes et tous, pour permettre aux jeunes d'y accéder et améliorer les rentrées de cotisations sociales et diminuer de facto le volume nécessaire pour les prestations chômage ou le RSA.
- La fin des exonérations de cotisations sociales patronales (75 milliards actuellement dont 17 Milliards concernent directement les caisses de retraite). Ces cotisations sont une partie NOTRE SALAIRE. En dispenser les patrons, c'est leur en faire cadeau.
- Une cotisation sociale sur les dividendes affectée aux caisses de sécurité sociale.
- L'augmentation des cotisations sociales patronales. 0,8% de cotisation en plus c'est 12 milliards.
- + 400 euros pour toutes et tous, la mise en œuvre de l'échelle mobile des salaires (indexation de tous les salaires sur l'inflation).
- L'égalité salariale femmes/hommes : la revalorisation des rémunérations des métiers féminisés rapporterait 14 milliards d'euros aux caisses de retraites selon la CNAV.
- Pas de retraite en dessous du SMIC et le SMIC à 1700 euros net !
- Indexation des retraites sur les salaires.
- Mise en place d'une sur cotisation sociale patronale équivalente à celle d'un taux plein sur l'emploi à temps partiel
- Suppression de la décote qui pénalise tout-es celles et ceux qui ont un parcours heurté (chômeurs-euses et précaires, femmes) et qui constitue une double peine en les éloignant encore un peu plus de l'accès au taux plein.

